

Même si à Paris, Londres, Washington et même Tokyo l'on se dit déjà horrifiés par le dénouement dramatique de l'agression terroriste d'In Aménas, faut-il qu'Alger prenne en compte ces états d'âme politiques et ce genre de critiques jusqu'à s'en expliquer («rendre des comptes», exigent certains) officiellement ?

Dès lors que leurs préoccupations se révèlent sélectives et ne concernent que leurs stricts ressortissants pris en otage ; et qu'à leur tour ils refusent d'admettre que l'Algérie est en passe de devenir un champ de confrontation complémentaire à celui qui vient de s'ouvrir au Mali : la réponse est assurément non. Réinstallée à notre corps défendant dans l'œil du cyclone islamiste, l'Algérie se demande pourquoi seuls leurs dommages «humains» seraient prépondérants dans l'analyse de la stratégie guerrière qu'elle s'est choisie. A ce que l'on sache, de ce qui se déroule dans le désert malien, les premières frappes de l'aviation française n'ont-elles pas également fait des vic-

times collatérales parmi des villageois ? Mais de celles-là, l'on n'en fait guère le décompte et surtout l'on ne glose pas sur l'éthique des armes. Cela dit, les postures intellectuelles, aussi bien des analystes occidentaux que de leurs dirigeants, ne devraient en aucune manière affecter, voire susciter un quelconque complexe aux nôtres.

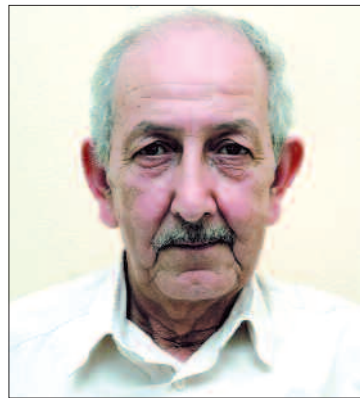
Pour une fois, depuis 10 ans, ils ont en effet opté pour la fermeté et la doctrine de l'éradication après avoir longtemps tergiversé et même donné un prolongement légal à l'infamie cohabitation avec l'islamisme politique dont la concorde et la réconciliation sont, à ce jour, la pierre de touche du régime. Ce dernier n'a-t-il pas durant les deux premiers mandats prôné une vision de la paix civile sur l'unique concept de l'amnistie ? La solution de la «paix des braves» et des «couteaux aux vestiaires», dont on connaît l'origine et celui qui en détient les droits d'auteur, a certes permis de faire baisser la nuisance du djihadisme des GIA et du GSPC mais ne l'a, cepen-

dant pas, rendue soluble dans la légalité républicaine. Or, l'accalmie que les islamistes ont progressivement acceptée en contre-partie et de la concorde et de la réconciliation demeurait précaire. Cycliquement, leur terrorisme reprenait du service afin de modifier un peu plus le rapport au pouvoir et de tester ponctuellement la réactivité des services sécuritaires. Or, le régime actuel n'a aucunement envisagé de remettre en question les deals passés entre 2000 et 2004. Tout au plus justifiait-il les flambées d'attentats par l'argument de la «mutation exogène» du terrorisme devenu transnational aussi bien dans son mode opératoire que dans ses structures d'organisation.

Bref, il laissait entendre que le «djihadisme» indigène n'existait plus et mieux encore qu'il s'est converti en force de proposition politique parfaitement insérée, comme segment du pluralisme, dans l'espace partisan. C'est d'ailleurs cet ersatz de doctrine qu'un certain Belkhadem, alors ministre d'Etat et conseiller du président, fit valoir au lendemain de l'horrible attentat du Palais du gouvernement.

Progressivement, le pouvoir est passé du constat prudent à la conviction que l'Algérie a viré sa cuti de la violence islamiste et dans le même temps bouté hors de nos frontières le reliquat d'aventuriers. Mal lui en a pris

car les bouleversements dans la région ont permis la réactivation des réseaux islamistes qui viennent de se manifester justement en Algérie dont on avait prétendu qu'elle était définitivement sanctuarisée. L'amplitude de l'attaque du site gazier d'In Aménas illustre l'aveuglement du régime qui s'est entêté, durant dix ans, à présenter sa théorie de la concorde comme l'Alpha et l'Oméga de l'extinction du terrorisme. Les premiers à en avoir «pris pour leurs grades», comme il se dit trivialement, ne furent-ils pas certains galonnés de l'armée qui, très tôt, dénoncèrent les risques qu'impliquait l'amnistie des islamistes et leur réinsertion sociale tapageuse. Sur ce chapitre sécuritaire, comme dans beaucoup d'autres, le chef de l'Etat a fini par concentrer entre ses mains les décisions et à ratifier les options. Et c'est ainsi qu'au sujet de l'effondrement du Mali et de l'insistance française à rapprocher l'Algérie de sa thèse interventionniste, Bouteflika est passé du rejet catégorique de l'action militaire au feu vert accordé à la France pour le survol de notre espace aérien. Ce qu'un commentateur d'une station étrangère a qualifié de «tête-à-queue» de la position algérienne, a-t-il été l'élément déclencheur de l'attaque d'In Aménas en guise de représailles ? Fort possible. Or, si l'armée est en train d'accomplir l'improbable mission de nettoyage par le



Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

vide sur le site stratégique qu'attend le chef de l'Etat pour changer son fusil politique d'épaule en se démarquant clairement de ses vieux compromis tactiques dont il devrait d'ailleurs reconnaître qu'ils ont finalement atteint leurs limites ?

B. H.

CONDOLÉANCES

Le directeur et l'ensemble de la rédaction du *Soir d'Algérie*, très peinés par la disparition de la mère de leur ami Abdelmadjid Rezkane, lui présentent leurs sincères condoléances et prient Dieu d'accueillir la défunte en Son Vaste Paradis.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»

CONDOLÉANCES

Nous étions nombreux à avoir été de ses amis à Constantine,

Abdelaziz BENEMBAREK vient d'être fauché par la camarade au moment où l'on avait encore besoin de ses coups de gueule.

A son épouse et ses enfants mais également à ses frères, Boubakeur HAMIDECHI, au nom de la tribu de Saint-Jean, leur présente ses sincères condoléances et partage leur peine.

Dort bien brave type, après tant de douleurs. Que l'Eternel te soit miséricordieux.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com

Allez les Verts !

Le Japon proteste officiellement contre l'intervention de l'ANP à In Aménas. Oh ! Zut ! Le temps qu'on trouve un...

... traducteur, l'opération était déjà terminée. Mais promis, on va en embaucher un !

Wallah qu'on s'excuse ! Vraiment, on est confus. Eh oui ! Excusez-nous et excusez surtout notre armée de ne pas avoir demandé aux tingos d'In Aménas s'ils voulaient des croissants à leur réveil sous siège, s'il souhaitaient des «Ghraïef» des crêpes pour leur goûter de quatre heures et surtout, s'ils avaient une préférence en matière de 4X4, de marque japonaise, coréenne ou allemande pour fuir la zone contrôlée par les militaires. C'est vrai que vous avez raison, amis de l'Occident qui se réveille aujourd'hui à la réalité intégriste : nous aurions dû mettre des gants pour leur «enlever leur bon Dieu» à ces vermines ! Manque de bol, le responsable de l'entrepôt à gants était absent. Il est vrai aussi que nous aurions dû attendre que les ravisseurs prennent le large, pour ensuite, ensuite seulement, les prendre en chasse, comme dans nos jeux d'enfants, «Tchila !» et «Ghoumaydha !». Il est aussi et encore vrai que nous aurions dû vous consulter, parce que là, effectivement, nous sommes en vacances au Club Med', allongés au bord de la piscine et nous sirotions des cocktails en attendant que vous soyez mis au courant et que vous nous donniez enfin le feu vert. Et puis, par-dessus tout, il est vrai que libérer des otages retenus dans une unité de traitement de gaz grande comme deux arrondissements parisiens réunis, et dans une base vie aux proportions presque aussi énormes que la bêtise du Premier ministre japonais, les sortir de là, vivants, pimpants, rasés de

frais et chantant «15 kilomètres à pied, ça use, ça use !» c'est à la portée du premier venu, c'est un jeu d'enfant et n'importe qui peut s'y essayer. De qui se fout-on ? Le Japon qui proteste ? Les Etats-Unis qui demandent des explications ? Le Britannique qui se plaint que son téléphone n'ait pas sonné ? In Aménas, y a bouguelb ! Désert total, sur des milliers de kilomètres. Une seule brèche dans le dispositif d'encerclement, et alors, j'aurais été très curieux d'entendre ce «boys-band» nippo-britanno-américain geindre et pleurer parce que leurs ressortissants encore vivants se seraient volatilisés dans les sables. Dans la configuration de cette gigantesque prise d'otages, jamais connue auparavant, il y avait un prix à payer pour sauver quelques vies, des vies, au moins. L'Algérie, seule, confrontée à cette équation, a évalué ce prix et a agi. Je trouve magistral, oui, magistral l'issue de cette prise d'otages. Aujourd'hui, ça peut paraître insensé de dire cela, de l'écrire comme ça, tout de go. Je n'ai pas peur de le dire, de l'écrire et de l'assumer. Oui, magistral ! Et je parie que dans quelques semaines, voire quelques mois et années pour les plus ingrats, les «spécialistes» qui se relaient en ce moment sur les plateaux télé pour faire la moue et minauder sur la brutalité des forces de sécurité algériennes reviendront toute honte bue affirmer que les Algériens ont agi en maîtres stratèges dans cet épisode d'In Aménas. Et puis, au-delà, il est un gus, un mecton, une frappe qui, je le pense sincèrement aura compris le message, aura reçu la réponse qu'il voulait avoir de l'ANP. A Mokhtar Belmokhtar, dit le Borgne, les militaires algériens ont répondu sans ambiguïté : œil pour œil ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

